

## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
-TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## Revision to a Request for a Standing Offer

## Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

## Comments - Commentaires

## Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

## Issuing Office - Bureau de distribution

Data Centre Services/Services des centres de  
traitement de données

5C2, Place du Portage, Phase III

11 Laurier Street

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> RCMP Multimedia Network Convergence		
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> M9010-091080/C		<b>Date</b> 2012-04-10
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> M9010-091080		<b>Amendment No. - N° modif.</b> 009
<b>File No. - N° de dossier</b> 003tss.M9010-091080	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$TSS-003-23889		
<b>Date of Original Request for Standing Offer</b> Date de la demande de l'offre à commandes originale		2012-03-09
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-04-18</b>		<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Beaton(tss div), Michelle		<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 003tss
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-5847 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-3703	
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>		
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>		
<b>Security - Sécurité</b> This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

Solicitation No. - N° de l'invitation  
M9010-091080/C  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
M9010-091080

Amd. No. - N° de la modif.  
009  
File No. - N° du dossier  
003tssM9010-091080

Buyer ID - Id de l'acheteur  
003tss  
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

## **LA PRÉSENTE MODIFICATION À LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES VISE À :**

Aviser les offrants du début de la période 2 et répondre aux questions des offrants.

NOTA: À noter que les questions d'éclaircissement sont numérotées par ordre d'arrivée à TPSGC. Une question et sa réponse seront affichées par MERX, conformément à l'article 2.3 – Demandes de renseignements. Les offrants éventuels sont donc avisés que les questions et réponses ne seront pas nécessairement affichées sur MERX dans l'ordre.

### **AVIS AUX OFFRANTS :**

Conformément à la dernière modification de l'article 2.3 - Demandes de renseignements de la DOC, Période 1 - Période initiale de questions, a pris fin le 16 mars 2012.

Le Canada confirme par la présente que les réponses aux questions des offrants, qui ont été présentées pendant la Période 1, c'est-à-dire les questions 1 à 36 inclusivement, sont maintenant affichées dans MERX et peuvent être consultées dans la modification numéro 001 à 009, de même que les pièces jointes correspondantes. Les offrants sont donc avisés que conformément à l'article 2.3 Demandes de renseignements de la DOC, la période 2 - Période supplémentaire de questions prendra fin le 12 avril 2012 à 14:00, HAE.

On rappelle aux offrants que conformément à l'article 2.3 - Demandes de renseignements, la période 2 a pour but de porter "uniquement sur les réponses initiales du Canada".

Puisque le Canada n'a pas apporté de changements significatifs à la DOC depuis la dernière modification (008), et que la modification 008 incluait une prolongation de la date de clôture, les offrants sont par la présente avisés que le Canada a décidé de ne pas reporter la clôture de l'invitation de nouveau. La date de clôture demeure donc le 18 avril 2012 à 14 h (HAE).

Question 14 de  
l'offrant

Références :  
5.1 Attestations préalables à l'émission de l'offre à commandes;  
5.1 b) Attestation du FOM;  
annexe A - 4.4 Composants pour l'environnement actuel;  
annexe B, appendice A - Offre financière, tableau 1 - Composants;

	<p>systèmes, logiciels et services de Cisco.</p> <p>En raison des éléments dont il est question, il est impossible pour les fournisseurs non certifiés par Cisco, et certainement pour les fabricants originaux de matériel (FOM) offrant des produits qui concurrencent avec ceux de Cisco, d'obtenir de Cisco les certificats des FOM exigés pour présenter une soumission. Les éléments dont il est question limitent la capacité du Canada d'obtenir de l'industrie des réponses réellement concurrentielles dans la poursuite d'une solution de convergence des réseaux multimédias pour la GRC. En fait, cela permet au Canada d'obtenir la solution de manière concurrentielle parmi les fournisseurs certifiés par Cisco, ce qui met à risque sa capacité d'acheter une solution qui livre la meilleure valeur pour les contribuables canadiens.</p> <p>De plus, la façon dont les éléments mentionnés dans cette question apparaissent dans la DOC laisse entendre que le Canada vise à obtenir des composants de matériel déjà acheté par la GRC dans le cadre d'ententes d'approvisionnement distinctes; par exemple, l'offre à commandes des Services de soutien de l'équipement de réseau (SSER). Si nous avons bien compris, le Canada évalue chaque invitation à soumissionner isolément, sans s'en référer aux demandes de soumissions, aux évaluations ou aux approvisionnements antérieurs. Selon nous, il y a deux façons d'obtenir les composants exigés pour le matériel Cisco existant de la GRC : 1) continuer d'acheter ces composants par l'entremise des processus d'approvisionnement dans le cadre desquels le matériel original a été acheté; 2) émettre une demande distincte portant sur ces composants seulement.</p> <p>Le Canada pourrait-il retirer l'annexe A - 4.4 Composants pour l'environnement actuel, l'annexe B, appendice A - Offre financière, tableau 1 - Composants et toutes les mentions des systèmes, des logiciels et des services de Cisco afin de permettre une concurrence ouverte et équitable?</p>
Réponse du Canada à la question 14 de l'offrant	<p>Tel qu'indiqué à l'article 1.2 de la DOC, la demande de soumission vise à établir un instrument permettant " d'acquérir des produits relatifs au protocole Internet (IP) ainsi que des services professionnels de technologie de l'information (TI) connexes pour accroître, améliorer et, dans certains cas, remplacer l'équipement existant, en vue d'assurer d'abord la migration des données multimédias (radio, voix et vidéo) de la GRC dans le réseau de données IP existant de l'organisation. Les services professionnels de TI offerts à la GRC comprendront notamment une aide spécialisée dans la conception et la planification requises pour appuyer le projet de convergence à l'échelle nationale. "</p> <p>Bien que d'autres stratégies d'approvisionnement soient envisageables, le Canada a estimé que le volume de produits et de soutien requis dans</p>

	<p>le cadre de ce projet est tel qu'une demande de soumission distincte constituerait pour lui une solution plus avantageuse. De plus, il a également déterminé que la meilleure solution du point de vue du rapport qualité-prix pour les contribuables canadiens consistait, pour le moment, à tirer parti du réseau en place actuellement à la GRC. Pour cette raison et pour permettre au Canada de profiter pleinement de l'investissement qu'il a déjà fait dans ce réseau, les produits doivent être entièrement compatibles avec l'environnement en place. Puisque le réseau de la GRC relève maintenant de Services partagés Canada (SPC), le regroupement d'installations de réseau dans l'avenir nécessitera peut-être l'établissement de nouvelles exigences en matière de services de réseau ou de nouvelles demandes de soumission en vue de l'achat de produits de réseau. Cependant, la présente DOC vise à satisfaire aux besoins immédiats relatifs au réseau déjà en place à la GRC.</p> <p>Dans le cadre de la présente demande de soumission, des produits équivalents en remplacement des produits exigés pour l'infrastructure en place peuvent être proposés. C'est pourquoi l'article 4.4 de l'annexe A, qui stipule que l'entrepreneur " doit fournir des composants de réseau pour mettre à niveau les appareils actuels de la GRC " dans le but d' " accroître la capacité et le potentiel des appareils actuels " ne sera pas modifié. Il s'agit là de besoins opérationnels légitimes du Canada à l'égard de l'infrastructure en place à la GRC.</p> <p>Comme vous le savez sans doute déjà, la demande de soumission initiale concernant le présent besoin a été annulée en raison de risques de conflit d'intérêts et a fait l'objet d'un examen indépendant par le Groupe d'entreprises ADGA. Celui-ci a conclu que ni les documents relatifs aux exigences ni la méthode d'évaluation des soumissions ne comportaient d'énoncés ou critères susceptibles de nuire à l'intégrité d'ensemble du processus d'approvisionnement et a recommandé que le Canada relance la demande de soumission dans une forme essentiellement identique à celle qu'elle avait au départ.</p>
Question 15 de l'offrant	<p>Tableau de prix 1 - Tableaux de prix des dispositifs</p> <p>Référence : Annexe B Appendice A - Offre financière.xls, onglet Tableau 1 - Composants, et page 13 sur 48 (F) Tableaux financiers remplis, mais dénués de prix.</p> <p>La DOC comprend 109 articles de produits livrables Cisco (ou l'équivalent). La plupart de ces articles doivent être obtenus de Cisco en raison du caractère exclusif de l'interconnectivité.</p> <p>La plupart ou la totalité de ces articles ont été achetés par le client par l'entremise de l'offre à commandes des SSER et sont disponibles dans</p>

	<p>le cadre du présent véhicule ou d'autres méthodes d'approvisionnement. En incluant ces produits exclusifs et en exigeant que le soumissionnaire obtienne l'approbation des FOM, nous ne pouvons pas présenter une proposition dont tous les autres aspects sont conformes.</p> <p>L'État pourrait-il retirer les produits Cisco exclusifs contenus dans le tableau 1, partie 1, Composants, afin de permettre une concurrence ouverte et équitable?</p>																																								
Réponse du Canada à la question 15 de l'offrant	Vous référer à la réponse du Canada à la question 14																																								
Question 17 de l'offrant	<p>Question a : Le fabricant a déjà annoncé que presque tous les dispositifs, licences d'utilisation et logiciels de l'environnement actuel sont arrivés en fin de vie; cela vise les articles suivants :</p> <p>Annexe A, Appendice B - Environnement actuel, page 88 de 89, Environnement actuel de VoIP</p> <p>A) Le tableau ci-dessous présente les serveurs qui prennent en charge l'installation de VoIP de la GRC</p> <table><tr><th>Qté</th><th>Numéro de modèle</th><th>Fin de vie annoncée le</th><th>Fin de commercialisation</th><th>Fin de l'analyse régulière des pannes</th></tr><tr><td>1</td><td>MCS-7815I-2.0-EVV1</td><td>1er mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr><tr><td>1</td><td>MCS-7815I-2.0-EVV1/S</td><td>1 mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr><tr><td>1</td><td>MCS-7825 H-2.4-ECS2</td><td>1 mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr><tr><td>3</td><td>MCS-7825 H3-IPC1</td><td>1 mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr><tr><td>1</td><td>MCS-7845 H-2.2-CC1</td><td>1 mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr><tr><td>7</td><td>MCS-7845-H2-CCX2</td><td>1 mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr><tr><td>5</td><td>MCS-7845 H2-K9-CMA 2</td><td>1 mai 2009</td><td>30 octobre 2009</td><td>30 octobre 2010</td></tr></table>	Qté	Numéro de modèle	Fin de vie annoncée le	Fin de commercialisation	Fin de l'analyse régulière des pannes	1	MCS-7815I-2.0-EVV1	1er mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010	1	MCS-7815I-2.0-EVV1/S	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010	1	MCS-7825 H-2.4-ECS2	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010	3	MCS-7825 H3-IPC1	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010	1	MCS-7845 H-2.2-CC1	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010	7	MCS-7845-H2-CCX2	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010	5	MCS-7845 H2-K9-CMA 2	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010
Qté	Numéro de modèle	Fin de vie annoncée le	Fin de commercialisation	Fin de l'analyse régulière des pannes																																					
1	MCS-7815I-2.0-EVV1	1er mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					
1	MCS-7815I-2.0-EVV1/S	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					
1	MCS-7825 H-2.4-ECS2	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					
3	MCS-7825 H3-IPC1	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					
1	MCS-7845 H-2.2-CC1	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					
7	MCS-7845-H2-CCX2	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					
5	MCS-7845 H2-K9-CMA 2	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010																																					

4	MCS-7845 H2-K9-UCA 1	1 mai 2009	30 octobre 2009	30 octobre 2010
---	----------------------------	------------	--------------------	--------------------

Selon le site Web du fabricant, il n'existe actuellement aucun équipement pour remplacer les serveurs Cisco MCS (Media Convergence Server) H2, I2, H3 et I3 munis du logiciel Unified Communications Manager.

B) Voici les versions des logiciels installés:

i) Cisco Emergency Responder 7.0	Fin de vie annoncée le 23 décembre 2011
ii) Cisco Contact Centre Enterprise 7.0	Fin de vie annoncée le 7 août 2009
iii) Cisco Unified IP Queue Manager 2.7	Fin de vie annoncée le 16 mars 2007
iv) Cisco Work Force Management 8.3.3	Fin de vie annoncée le 24 mai 2011
v) Cisco Unified E-Mail Interaction Manager 4.3.3	Fin de vie annoncée le 20 février 2009
vi) Cisco Unified Communication Manager 7.1.3	Fin de vie annoncée le 23 décembre 2011
vii) Cisco Unity Connection Voice Mail Server 7.1.3	Fin de vie annoncée le 23 décembre 2011

C) 3 500 téléphones IP sont actuellement déployés; les serveurs, logiciels et licences d'utilisation déjà acquis permettent le déploiement de plus de 10 000 téléphones

Question b : Les 3 500 licences pour téléphones IP ont été acquises pour la version 7.x du logiciel CUCM, ci-dessus. À notre connaissance, ces licences exigent d'être mises à jour à la version la plus récente (actuellement, 8.5) si la GRC désire un soutien technique après 2015. Les coûts de mise à jour et de migration des serveurs, logiciels et licences actuellement utilisés seront élevés; jusqu'à 60 p. 100 des dépenses associées à la plupart des migrations VoIP sont consacrées à l'achat de nouveaux téléphones VoIP. Comme tous les éléments du projet pilote ne sont plus en vente, et qu'il faut au moins 17 000 nouveaux téléphones IP pour mettre en œuvre cette solution, continuer d'investir dans l'infrastructure actuelle nous semble difficilement justifiable. Le Canada peut-il, afin de nous aider à mieux comprendre les besoins de la GRC, décrire les diverses options étudiées ayant mené à l'établissement par la GRC d'une DOC décrivant une si petite architecture VoIP et un réseau étendu si près de sa fin de vie utile?

	<p>D) La technologie VoIP du projet-pilote de la Direction générale fonctionne actuellement sur plusieurs routeurs 3845 de configuration SRST/K9</p> <p>Question c : Le fabricant a annoncé le 1er novembre 2010 les dates de fin de vie et de fin de commercialisation des routeurs Cisco ISR série 3800. Le modèle 3845 n'est plus commercialisé depuis le 2 novembre 2011; en outre, bien des composants des routeurs ISR de série 3800 ne sont pas compatibles avec les routeurs ISR actuels de série 3900. Le Canada peut-il soit rayer de la DOC toute exigence d'interopérabilité, soit justifier le choix pour l'architecture établie d'éléments cruciaux déjà périmés?</p> <p>Question d : Cette DOC présuppose que la GRC fondera la nouvelle architecture sur le RSNP actuel, un réseau manifestement à la fin de sa vie utile. La GRC va-t-elle arrêter le processus de cette DOC afin de consulter les fabricants afin d'établir une architecture qui réponde à ses besoins actuels et futurs en matière de réseautique multimédia?</p>
Réponse du Canada à la question 17 de l'offrant	<p>Veuillez vous reporter à la réponse fournie par le Canada à la question 14. La présente demande de soumission ne définit pas un besoin à l'égard d'une nouvelle architecture. Comme c'est le cas pour tous les grands réseaux, il existe un processus de mise à niveau et de renouvellement continus. En vertu de l'article 7.20 des " Clauses du contrat subséquent ", l'entrepreneur peut proposer des produits de substitution et des solutions de rechange au besoin.</p>
Question 18 de l'offrant	<p>Les questions suivantes portent sur ces points de la DOC :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- À l'annexe A, appendice B - Environnement actuel, la page 95 de 97 montre le Diagramme du déploiement actuel sur les sites de la GRC. Un seul routeur du réseau étendu est illustré dans le coin supérieur droit de ce diagramme; prenez note des services répertoriés à gauche de ce routeur mais non encore activés par le routeur</li> <li>- Dans l'annexe A, appendice B, section 4, Environnement actuel des routeurs d'accès, point a) Routeurs de petits sites, on peut lire : " Environ 1700 routeurs pour petits sites, principalement des routeurs Cisco de gammes 2800 et 290 "</li> <li>- Dans l'annexe A, Exigences, page 34 de 97, point 5.4.1) Environnement de VoIP, la figure 2 Environnement VoIP illustre deux routeurs de périphérie par site, où l'un communique avec le réseau étendu RSNP et l'autre au réseau RTCP</li> </ul> <p>Question a : Le diagramme de la configuration actuelle illustre pour le réseau étendu un routeur unique pour n'ayant qu'une connexion réseau. Or, dans le diagramme de l'environnement VoIP prévu, cela</p>

	<p>devient au moins deux routeurs de réseau étendu ayant chacun deux connexions (au moins quatre, donc) uniquement pour maintenir les services VoIP fondés sur cette architecture. Les coûts récurrents associés à la maintenance de deux routeurs ayant chacun deux connexions nous semblent exorbitants. Le Canada souhaiterait-il plutôt respecter ses exigences en matière de résilience avec la moitié des routeurs et la moitié des connexions réseau? Le Canada a-t-il l'intention de tripler ses frais d'exploitation récurrents actuels par l'utilisation d'au moins deux fois le nombre actuel de routeurs et de trois nouvelles connexions MLPS au réseau étendu?</p> <p>Question b : Pour que les 1700 routeurs de petits sites prennent en charge toutes les fonctions répertoriées à gauche du routeur, dans le diagramme de la page 95 de 97, il faudra probablement acheter deux routeurs de taille intermédiaire (Cisco 3900) ou de nombreux routeurs de petite taille afin de pendre en charge les modules et la capacité de traitement que présupposent les applications prévues. Le Canada est-il intéressé par l'extensibilité et les performances accrues à bien moindre coût possibles si on accepte de mettre en place certaines fonctions à l'extérieur d'un routeur?</p>
Réponse du Canada à la question 18 de l'offrant	<p>Les diagrammes de configuration et d'architecture joints à la DOC illustrent le besoin actuel de la GRC. Pour le moment, la GRC conservera la configuration à deux routeurs, mais cela ne signifie pas qu'elle ne changera pas la configuration à une date ultérieure.</p>
Question 19 de l'offrant	<p>Les questions suivantes portent sur ces articles de la DOC :</p> <p>4.4.1) " L'entrepreneur doit fournir des composants de réseau pour mettre à niveau les appareils actuels de la GRC. Les composants matériels et logiciels additionnels devront accroître la capacité et le potentiel des appareils actuels." , et</p> <p>4.4.2) " La liste des composants devant être offerts par le fournisseur est reproduite au tableau 1 de l'appendice A de l'annexe B. La liste des produits à livrer dans le cadre du contrat se trouvera dans chaque commande subséquente. "</p> <p>La liste obligatoire des " composants devant être offerts " comprend des dispositifs, licences, logiciels, modules ou éléments que Cisco a décréé en fin de vie ou dont Cisco a cessé la commercialisation, le soutien technique, la maintenance logicielle, l'analyse régulière des pannes, l'ajout à un contrat de service ou le renouvellement du contrat de service. En voici quelques exemples :</p>

No d'article	ID du composant	Description	Fin de vie annoncée le	Fin de l'analyse régulière des pannes
11	NME-IPS-K9	Module réseau (NM) du système de prévention des intrusions (IPS) Cisco pour les séries 2811, 2821, 2851 et 3800	2811, 2821, 2851 et 3800 - 1er novembre 2010	31 octobre 2012
13	AIM-IPS-K9	Module AIM du IPS de Cisco pour les séries 1841, 2800 et 3800	1841, 2800 et 3800 - 1er novembre 2010	31 octobre 2012
20	NME-AIR-WLC25-K9	Module réseau pour contrôleur de RL sans fil à 25 points d'accès pour les séries Cisco 2800/3800	Cisco 2800/3800 - 1er novembre 2010	31 octobre 2012
22	NME-AIR-WLC6-K9	Module réseau pour contrôleur de RL sans fil pour les séries Cisco 2800/3800	Cisco 2800/3800 - 1er novembre 2010	31 octobre 2012

Nous évaluons à 4 840 000 \$ la valeur totale des dispositifs périmés du tableau ci-dessus.

	<p>Question a : Les " composants devant être offerts " de la liste obligatoire doivent prendre en charge une infrastructure de réseautique qui selon le fabricant s'approche de sa fin de vie ou l'a même dépassée; il faudra à toutes fins utiles doubler cette infrastructure afin de prendre en charge les applications prévues (voix, vidéo, radio, etc.). Cisco, le fabricant de la plupart des plates-formes de base du système (des routeurs ISR de série 1800, 2800 et 3800) utilisées actuellement, n'en renouvellera plus les contrats de service à partir du 30 janvier 2016, c'est-à-dire dans moins de quatre ans. La GRC compte 1 400 sites au Canada; migrer toute l'infrastructure à raison d'un site par jour, cinq jours par semaine, prendrait plus de cinq ans. Le fabricant propose déjà des routeurs de remplacement. La GRC peut-elle fournir la liste des routeurs utilisés en fonction des codes de composant de Cisco?</p> <p>Question b : Selon la DOC, la sécurité est une exigence importante. Dans ce contexte, le Canada peut-il expliquer pourquoi la GRC a choisi de normaliser son infrastructure sur des routeurs dont l'analyse régulière des pannes sera interrompue dès cet octobre?</p>
Réponse du Canada à la question 19 de l'offrant	Vous référer à la réponse du Canada à la question 17
Question 20 de l'offrant	<p>La question 20 porte sur l'annexe A, appendice B - Environnement actuel</p> <p>3 Réseaux actuels des sites de la GRC</p> <p>" De nombreux sites de la GRC ont actuellement un mélange disparate de plusieurs réseaux multimédias qui, pour la plupart, sont incompatibles avec les autres réseaux installés au même site. Traditionnellement, ces réseaux utilisaient des technologies qui n'étaient pas compatibles; par conséquent, les possibilités d'intégration du réseau de la GRC étaient limitées. "</p> <p>La GRC possède l'un des systèmes de communication Avaya les plus importants au Canada. Or, la plupart des systèmes Avaya de la GRC peuvent déjà prendre en charge la téléphonie IP, sans mise à jour logicielle. Cette modification est même possible sans interrompre les ententes de service établies, même si l'équipement visé ne prend pas actuellement IP en charge. Quelles études et rapports, sur les plans technique et financier, justifient l'énoncé cité ci-dessus (annexe A appendice B - Environnement actuel, 3 Réseaux actuels des sites de la GRC, point a)? Veuillez nous fournir ce ou ces rapports.</p>
Réponse du	Le Canada a examiné un certain nombre d'options viables. La présente

Canada à la question 20 de l'offrant	DOC vise l'établissement d'une offre à commandes adaptée aux besoins particuliers du réseau actuel de la GRC en réponse à des exigences opérationnelles immédiates attribuables à l'échéance prochaine d'un contrat liés à d'anciens systèmes. Cette DOC n'empêchera pas le Canada d'employer ou d'établir ultérieurement une autre méthode d'approvisionnement en réponse aux mêmes besoins ou à des besoins analogues. (Nota. - À noter que j'ai employé " Canada " à certains endroits pour parler de façon plus générale, puisque je crois que c'est maintenant SPC qui s'occupe du réseau.)
Question 21 de l'offrant	<p>a) Veuillez décrire comment la GRC a évalué et mis à l'essai une architecture comme la SGI, qui permet aux utilisateurs de séparer composants d'accès et applications, et rend ainsi possible l'interopérabilité entre fabricants différents et la prise en charge généralisée d'applications de tierces parties?</p> <p>b) La GRC a-t-elle conscience que ce type d'architecture est parfaitement interopérable avec son réseau de données actuel?</p>
Réponse du Canada à la question 21 de l'offrant	Vous référer à la réponse du Canada aux questions 17 et 18
Question 22 de l'offrant	Les systèmes Avaya de la GRC déployés partout au Canada prennent en charge plus de 30 000 téléphones, boîtes vocales et agents de centre d'appel, sans compter 50 000 points d'accès Ethernet. Veuillez expliquer comment la GRC a évalué les diverses options de migration du service VoIP, en fonction des objectifs en matière de rentabilité et de continuité énoncés dans la DOC.
Réponse du Canada à la question 22 de l'offrant	Vous référer à la réponse du Canada à la question 20
Question 23 de l'offrant	<p>Les questions suivantes portent sur ces sections de la DOC :</p> <p>4.4.1) " L'entrepreneur doit fournir des composants de réseau pour mettre à niveau les appareils actuels de la GRC. Les composants matériels et logiciels additionnels devront accroître la capacité et le potentiel des appareils actuels." , et</p> <p>4.4.2) " La liste des composants devant être offerts par le fournisseur est reproduite au tableau 1 de l'appendice A de l'annexe B. La liste des produits à livrer dans le cadre du contrat se trouvera dans chaque commande subséquente. "</p>

	<p>4.4.3) " Les composants fournis pour l'environnement actuel doivent être ceux qui sont énumérés au tableau 1 de l'appendice A de l'annexe B, ou des composants équivalents. "</p> <p>Annexe E, formulaire 3 - FORMULAIRE D'ATTESTATION DU FABRICANT ORIGINAL DE MATÉRIEL</p> <p>Nous demandons, pour les motifs suivants, de supprimer du tableau 1 le produit unique à Cisco :</p> <p>1. Malgré l'utilisation, au point 4.4.3, des mots " ou des composants équivalents ", au moins 99 des 105 produits de ce tableau sont des licences, des composants ou des logiciels pour systèmes propres à Cisco, qu'on ne peut donc se procurer qu'auprès de partenaires certifiés par Cisco.</p> <p>2. Par conséquent, le formulaire obligatoire d'attestation du fabricant d'équipement d'origine de la DOC (annexe E, formulaire 3) impose à tous les offrants de demander l'approbation de Cisco Systems Canada avant de soumettre toute proposition. En d'autres termes, non seulement nos partenaires doivent impérativement être des revendeurs Cisco, mais notre concurrent peut fort bien empêcher leur empêcher de présenter une offre pour cette DOC.</p> <p>3. Cisco a déjà décidé que la plupart des composants, licences logicielles, logiciels, modules ou éléments de ce tableau sont en fin de vie, ou Cisco en a cessé la commercialisation, le soutien technique, la maintenance logicielle, l'analyse régulière des pannes, l'ajout à un contrat de service ou le renouvellement du contrat de service. Consultez le tableau 1 (en anglais) de la feuille de calcul fournie, et voyez combien de descriptions de composants comprennent la mention " MD "; elle signifie " Manufacturer Discontinued " (production interrompue). Comme ces composants sont déjà périmés, et que les SSER comprennent un mécanisme d'approvisionnement à jour, nous demandons de supprimer ces composants de la liste.</p> <p>4. Le seul motif d'inclusion du tableau 1 de l'annexe B, appendice A, nous semble être l'élimination d'offres pouvant entrer en concurrence avec un choix préétabli</p>
Réponse du Canada à la question 23 de l'offrant	Vous référer à la réponse du Canada aux questions 14 et 17
Question 26 de	Les questions suivantes portent sur ces sections de la DOC :

l'offrant	<p>4.4.1) " L'entrepreneur doit fournir des composants de réseau pour mettre à niveau les appareils actuels de la GRC. Les composants matériels et logiciels additionnels devront accroître la capacité et le potentiel des appareils actuels." , et</p> <p>4.4.2) " La liste des composants devant être offerts par le fournisseur est reproduite au tableau 1 de l'appendice A de l'annexe B. La liste des produits à livrer dans le cadre du contrat se trouvera dans chaque commande subséquente. "</p> <p>4.4.3) " Les composants fournis pour l'environnement actuel doivent être ceux qui sont énumérés au tableau 1 de l'appendice A de l'annexe B, ou des composants équivalents. "</p> <p>Le 24 octobre 2011, le fabricant a annoncé que les articles 21, 23, 47, 49 et 51 (quantité totale : 537 x SWISMK9-60) du tableau 1, annexe B appendice A, ne seront bientôt plus en vente, plus précisément à partir du 23 avril 2012. Le fabricant recommande à ses clients de migrer aux modules Cisco de série 2900 et 3900 (Services-Ready Engine), qui exigent de nouveaux routeurs d'accès (modèles 1941, 2901, 2911, 2921, 2951, 3925 ou 3945) à chaque emplacement. Pourtant, selon le point 4.4.3 de la DOC, les offrants doivent offrir ce composant périmé, car c'est le seul qui peut être jugé celui " énuméré au tableau 1 [ou] composant équivalent " au modèle visé, car le modèle indiqué est incompatible avec les routeurs actuellement vendus par le fabricant, et le nouveau composant est incompatible avec les routeurs actuels de série x800 de la GRC. La GRC peut-elle justifier ce choix d'exiger des offrants de proposer de " nouveaux " composants pour appuyer des plates-formes périmées?</p>
Canada's Response to Question 26	Vous référer à la réponse du Canada aux questions 14 et 17
Question 27 de l'offrant	<p>Les questions suivantes portent sur ces sections de la DOC :</p> <p>1.1.3) Objectifs d'intégration</p> <p>" a) Le passage aux technologies IP donne l'occasion de regrouper certains des réseaux multimédias dans le Réseau des services nationaux de police (RSNP) de la GRC. Les projets pilotes pour le grand réseau multimédia du RSNP comprennent notamment la voix sur IP à la Direction générale, la surveillance vidéo au Sommet de Québec, la surveillance vidéo aux Jeux olympiques et la radio sur IP à Terre-Neuve. La GRC continuera à miser sur son RSNP pour intégrer les exigences de réseau multimédia là où c'est possible. Idéalement, le</p>

	<p>branchement pour l'accès externe se fera par un réseau et un appareil compatibles, hautement sécurisés, à haut niveau de disponibilité et extensibles pouvant comprendre la plupart des fonctions de réseau multimédia de la GRC. "</p> <p>Annexe B - 2.3 Évaluation technique de la stratégie de produit</p> <p>" Comme il est indiqué dans la DOC, les offrants doivent obligatoirement proposer un seul FOM pour chaque catégorie de dispositif. Toutefois, afin de réduire les problèmes liés à l'interopérabilité et à l'interconnexion, le Canada estime qu'il est souhaitable que tous les produits offerts par l'offrant (pour toutes les catégories de dispositifs) proviennent d'un seul FOM. "</p> <p>Les critères de sélection de cette DOC n'ont pas été fondés sur les normes ouvertes et les recommandations en matière de sécurité des documents comme ITSG-22 ou ITSG-38, mais plutôt sur les exigences techniques de l'infrastructure existante et la volonté de la GRC d'accorder un contrat pour toutes les catégories de composants à un seul fabricant. L'" interopérabilité " est établie par des organismes internationaux de normalisation reconnus comme l'IETF et l'IEEE, et cette caractéristique n'est pas intrinsèque à la stratégie d'un seul fabricant.</p> <p>Le Canada peut-il fournir les numéros d'appel d'offres correspondant aux projets suivants, afin de démontrer que les décisions prises sur l'architecture de réseautique décrite dans cette DOC ont résulté d'un processus concurrentiel juste et ouvert à tous les fabricants?</p> <p>Solution VoIP du QG national de la GRC; Surveillance vidéo par la GRC au Sommet de Québec; Surveillance vidéo par la GRC aux Jeux olympiques; Solution de radio par IP de la GRC à Terre-Neuve.</p>
Réponse du Canada à la question 27 de l'offrant	<p>Veuillez vous reporter à la réponse fournie par le Canada à la question 14. Comme nous l'avons déjà indiqué, les exigences de la présente DOC ont fait l'objet d'une évaluation indépendante, menée par le Groupe d'entreprises ADGA a conclu n'avoir trouvé aucun élément dans les critères d'évaluation prouvant qu'un fournisseur serait avantagé par rapport à un autre et donnant par conséquent l'impression d'un conflit d'intérêt. Certains offrants peuvent certes être mieux placés pour répondre à la présente DOC. En revanche, les exigences traduisent les besoins opérationnels légitimes du Canada en matière de produits et de services qui pourront servir à compléter, à améliorer ou à remplacer son infrastructure actuelle. Le Canada estime que la compatibilité est optimale lorsque les offrants recourent aux produits d'un seul FOM.</p>

	<p>Toutefois, le Canada permettra l'utilisation des produits d'autres FOM dans différentes catégories de périphériques.</p> <p>En ce qui concerne les demandes de soumission antérieures, elles ont toujours été publiées par l'entremise du Service électronique d'appels d'offres du gouvernement (SEAOG) aussi désigné actuellement sous le nom de MERX. Les contrats attribués sont également annoncés. La présente DOC constitue toutefois une catégorie à part, et le Canada ne considère pas les demandes de soumissions antérieures comme pertinentes.</p>
Question 29 de l'offrant	<p>Les questions suivantes portent sur ces sections de la DOC :</p> <p>5.4.4) Exigences techniques relatives aux fonctions de gestion d'appels de l'autocommutateur IP de VoIP</p> <p>" e) L'autocommutateur IP doit prendre en charge les éléments suivants :</p> <p>(18) En cas de défaillance d'un serveur d'appels, basculement obligatoire vers un serveur de sauvegarde redondant dans un délai de 2 minutes. Le serveur de sauvegarde redondant doit automatiquement s'activer avec le même ensemble complet de fonctions, de préférences des utilisateurs et de paramètres d'administrateur que le serveur en défaillance sans intervention de l'utilisateur ni de l'administrateur.</p> <p>(19) En cas de défaillance d'un serveur d'appels, le matériel et les logiciels d'autocommutation IP VoIP doivent pouvoir rétablir toutes les fonctions des téléphones IP dans un délai de 5 minutes, sans intervention de l'utilisateur ni de l'administrateur. "</p> <p>A): Selon le tableau 1, annexe B appendice A, la GRC a besoin de dix mille cinq cent (10 500 licences pour l'article 9 - FL-SRST-35, 200 x 35 = 7 000 caractéristiques SRST sous licence, et l'article 10 - FL-CCME-35, 100 x 35 = 3 500 caractéristiques CME sous licence). Pour respecter les exigences énoncées aux paragraphes 5.4.4 e-18 et 5.4.4 e-19, l'intervention de l'utilisateur ou de l'administrateur, ou des deux, serait nécessaire.</p> <p>Veuillez expliquer en quoi au juste ces licences peuvent servir à atteindre les objectifs énoncés.</p> <p>B): Des délais de basculement de deux et cinq minutes seraient jugés inacceptables par la plupart des organisations responsable d'interventions d'urgence et de services 911. Plusieurs chefs de file de l'industrie proposent des solutions de survivabilité pour les services VoIP, à un coût nettement plus bas que celui de l'architecture proposée;</p>

	<p>les points d'extrémité IP y établissent simultanément une connexion avec plus d'un serveur d'appels, ce qui permet un basculement quasi instantané, et donc le maintien des appels en cours en cas de panne d'un des serveurs d'appels. Est-il possible de rehausser les exigences de la DOC en matière de basculement et de restauration des appels afin de mieux tenir compte tant de l'état actuel des technologies que du caractère vital des besoins auxquels doit répondre le personnel de la GRC?</p>
Réponse du Canada à la question 29 de l'offrant	<p>Le matériel exigé au tableau 1 ne fait pas partie des exigences énoncées pour chaque catégorie de périphériques à l'article 5 de l'annexe A " Besoins ".</p> <p>Le délai de rétablissement exigé pour la GRC est tel qu'indiqué et, par conséquent, l'alinéa 5.4.4) e) (19) (B) de l'annexe A demeure inchangé.</p>
Question 41 de l'offrant	<p>Notre FOM a soumis plusieurs questions qui demeurent sans réponse mais qui pourraient avoir une incidence sur la solution et les réponses que nous fourniront à l'égard d'exigences particulières. Le congé de Pâques s'en vient, et la plupart du personnel participant à la préparation de la réponse sera absent pendant quatre jours. Afin d'éviter les problèmes de dernière minute en lien avec la proposition technique, la GRC peut-elle dire à quel moment les réponses pourraient être fournies? Peut-elle assurer aux offrants que la date de clôture des offres sera reportée d'au moins quatre jours ouvrables suivant la publication de la dernière modification de sorte qu'ils puissent modifier leur offre en conséquence?</p>
Réponse du Canada à la question 41 de l'offrant	<p>Vous référer à la modification 008 affichée sur le MERX le 5 avril 2012. Aussi, le Canada suivra les délais prescrits dans la section 2.3 Demandes de renseignements de la DOC.</p>
Question 42 de l'offrant	<p>Au paragraphe 7.30 e), " Crédits de paiement ", le Canada stipule ce qui suit :</p> <p>1) Si l'entrepreneur est dans l'impossibilité de livrer les biens ou d'exécuter les services professionnels dans les 30 jours suivants la date d'établissement de la commande subséquente, ou dans les délais prescrits par le Canada, le délai le plus long étant retenu, l'entrepreneur doit fournir un crédit au Canada:</p> <p>(A) 1 % de la valeur totale de la commande subséquente pour une livraison ou une exécution tardive dans les deux semaines suivant les 30 jours initiaux (après la date d'établissement de la commande subséquente) ou de la date initiale d'exécution ou de livraison, le délai le plus long étant retenu;</p>

	<p>(B) 2 % de la valeur totale de la commande subséquente pour une livraison ou une exécution tardive plus de deux semaines suivant les 30 jours initiaux (après la date d'établissement de la commande subséquente) ou de la date initiale d'exécution ou de livraison, le délai le plus long étant retenu.</p> <p>L'État pourrait-il modifier cette clause pour tenir compte :</p> <p>1. des situations où, dans son offre de prix, l'entrepreneur a indiqué un délai de livraison de plus de 30 jours en raison d'une rupture de stock?</p> <p>2. des situations indépendantes de la volonté de l'entrepreneur (ex., interruption de la chaîne d'approvisionnement à la suite d'une catastrophe naturelle, d'une pandémie ou d'un embargo) qui risquent d'empêcher ou de retarder la livraison?</p>
Réponse du Canada à la question 42 de l'offrant	<p>La clause en question contient "... 30 jours suivants la date d'établissement de la commande subséquente, ou dans les délais prescrits par le Canada..." Ceci permet donc à l'autorité technique et le fournisseur d'établir, au besoin, dans la demande subséquente, une date de livraison autre que 30 jours.</p> <p>En ce qui a trait aux situations hors du contrôle du fournisseur, la clause de "Retard justifiable" incluse dans les Conditions générales 2030 (2011-05-16) entrerait en jeu.</p> <p>Le besoin demeure donc inchangé.</p>

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS  
DEMEURENT INCHANGÉES.**

=====

Voici un résumé des pièces jointes et des modifications publiées à ce jour relativement à la demande de soumissions :

N° de pièce jointe/modification	Diffusion	Date	Description
---------------------------------	-----------	------	-------------

Modification n° 001	MERX	14 mars 2012	Réponse du Canada à la question 2
Modification n° 002	MERX	16 mars 2012	Réponses du Canada aux questions 1,3,4,6,7 et 8
Modification n° 003	MERX	16 mars 2012	Modification pour confirmer l'extension de la date de fermeture de l'invitation sur l'APM et la première page de l'invitation.
Modification n° 004	MERX	19 mars 2012	Avis de fermeture the la période 1 de demandes de renseignements.
Modification n° 005	MERX	27 mars 2012	Prolonger la date de fermeture de l'invitation.
Modification n° 006	MERX	27 mars 2012	Prolonger la date de fermeture de l'invitation et réponses du Canada aux questions 5,12,13,16,38,39 et 40
Modification n° 007	MERX	2 avril 2012	Réponses du Canada aux questions 24 et 37
Modification n° 008	MERX	5 avril 2012	Prolongation de la date de fermeture de l'invitation et Réponses du Canada aux questions 9,10,11,25,28,30,31,32,33,34,35 et 36
Modification n° 009	MERX	Document actuel	Avis aux offrants du début de la période 2 et Réponses du Canada aux questions 14,15,17,18,19, 20,21,22,23,26,27, 29, 41 et 42.